



PÔLE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES ET ENVIRONNEMENT
Direction-adjointe du logement, de la politique de la ville et de l'habitat
Service aménagement et urbanisme
Affaire suivie par : Mélanie Dumoulin
Mél : melanie.dumoulin@cg60.fr
Tél. : 03.44.06.64.24
Fax : 03.44.06.60.02

Le Président du Conseil général
à

Monsieur le Directeur départemental
des Territoires

Beauvais, le **12 MARS 2014**

Objet : Collecte des informations nécessaires à l'élaboration du PLU
Commune de ERQUINVILLERS

Suite à votre demande en date du 11 juin 2013 concernant la collecte des informations nécessaires à la révision du plan local d'urbanisme de la commune de ERQUINVILLERS, prescrit par délibération du 25 octobre 2012, j'ai l'honneur de vous adresser les informations suivantes :

1° Routes départementales

Classement des routes départementales :

- RD 101, route de 4ème catégorie
- RD 127, route de 4ème catégorie
- RD 557, route de 5ème catégorie

Comptages :

- RD 101 = 972 véhicules/jour dont 6 % de poids lourds, en 2013
- RD 557 = 283 véhicules/jour, dont 2% de poids lourds, en 1999
- RD 570 = 1.599 véhicules/jour, dont 4,8 % de poids lourds, en 2012

2° Transports

Le Conseil général est autorité organisatrice des transports interurbains.

1° Lignes scolaires :

- à destination du collège Louise Michel de SAINT-JUST-EN-CHAUSSEE
- à destination des établissements de CLERMONT

2° Ligne pour le Regroupement Pédagogique Concentré de LIEUVILLERS

Les horaires sont disponibles sur le site www.oise-mobilité.fr

3° Circulations douces

En l'état, le territoire communal n'est actuellement concerné ni par le passage d'un chemin de grande randonnée ni par aucun circuit inscrit au PDIPR.

4° Aménagement numérique

En matière d'aménagement numérique, le Département de l'Oise tient à communiquer à la commune de ERQUINVILLERS les éléments d'information suivants :

- Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique

La Loi relative à la lutte contre la fracture numérique du 18 décembre 2009 introduit dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT) un article L. 1425-2 qui prévoit l'établissement, à l'initiative des collectivités territoriales, de schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique (SDTAN) au niveau d'un ou plusieurs départements ou d'une région. La loi précise : « Ces schémas, qui ont une valeur

indicative, visent à favoriser la cohérence des initiatives publiques et leur bonne articulation avec l'investissement privé ».

En résumé, le SDTAN recense les infrastructures et réseaux de communications électroniques existants, identifie les zones qu'il dessert et présente une stratégie de développement de ces réseaux, concernant prioritairement les réseaux à très haut débit fixe et mobile, y compris satellitaire, permettant d'assurer la couverture du territoire concerné.

Sur le périmètre du département de l'Oise, le conseil général de l'Oise est en charge depuis début 2010 de l'élaboration de ce SDTAN. Ce dernier a été achevé début 2012 et approuvé en commission permanente le 21 mai 2012.

Le SDTAN est téléchargeable sur le site www.oise.fr, rubrique haut-débit.

Il est donc important que la commune de ERQUINVILLERS tienne compte dans son aménagement futur de ce schéma directeur.

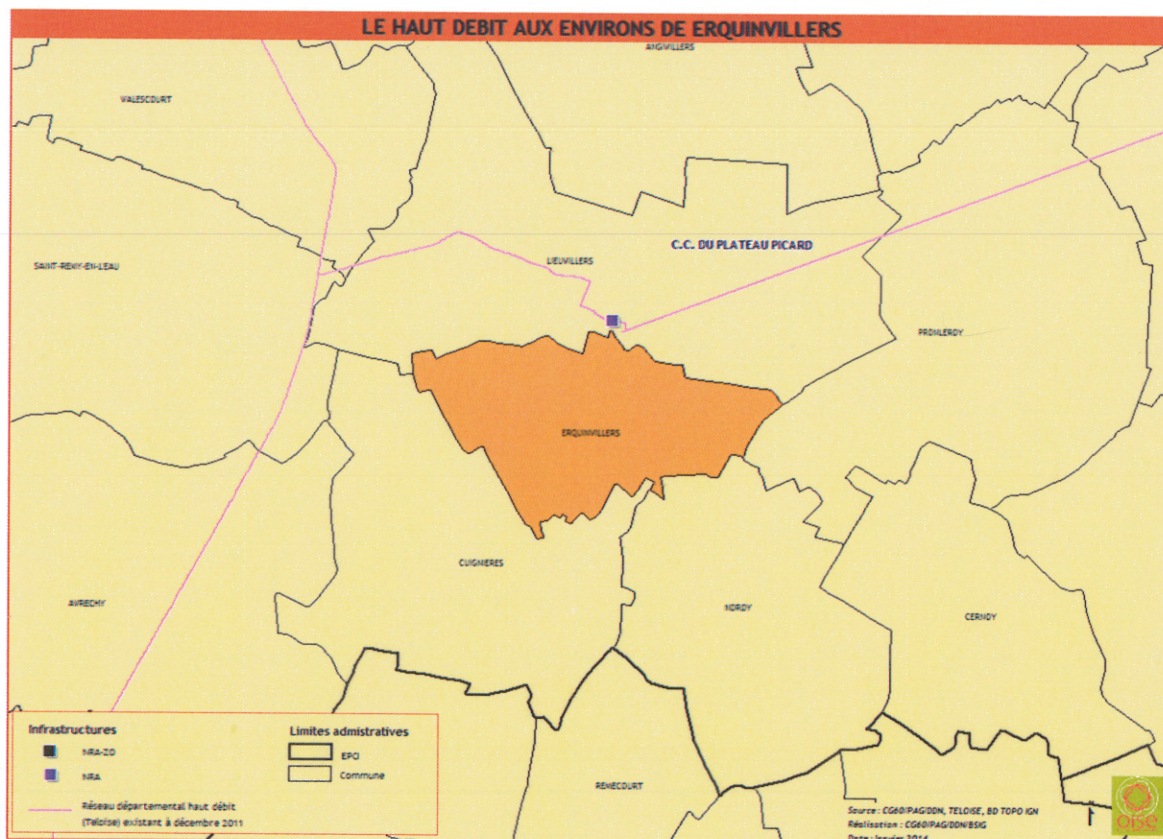
- Existant en matière d'accès internet fixe haut-débit (ADSL) sur la commune de ERQUINVILLERS

Erquinvillers est à ce jour très bien desservi par l'ADSL puisqu'un sous-répartiteur NRA est présent dans la commune voisine de LIEUVILLERS. Ainsi, les habitations sur ERQUINVILLERS peuvent prétendre pour leur totalité à des abonnements internet « triple-play » avec à la fois téléphone, internet et télévision.

- Existant en matière de réseau fibre optique haut-débit départemental

La stratégie en faveur du numérique du Département de l'Oise a vu la mise en place d'un Réseau d'Initiative Publique (RIP) haut-débit « Teloise » dès l'année 2004. Ce réseau entièrement réalisé en fibre optique est long aujourd'hui de plus de 1100 km, et irrigue une grande partie du département, permettant ainsi de développer les usages et services numériques sur notre territoire, par le biais notamment du dégroupage ADSL, du raccordement d'établissements publics, de zones d'activités, d'entreprises ou encore de pylônes de téléphonie mobile.

Concrètement, ce réseau ne transite pas sur le territoire de la commune de ERQUINVILLERS, mais passe à proximité notamment sur des communes frontalières (LIEUVILLERS, PRONLEROY). La carte ci-dessous présente la représentation graphique du tracé de ce réseau autour de ERQUINVILLERS.



- **Projet départemental très haut-débit**

Le SDTAN ayant été entériné, le conseil général initie dès aujourd'hui le vaste projet de très haut débit FTTH (Fiber To The Home) dans l'Oise.

Ce projet échelonné sur 10 ans a donc pour objectif de raccorder en fibre optique la totalité des foyers isariens, (à l'exception des foyers situés au sein des 52 communes dont le raccordement très haut débit est du ressort des opérateurs privés SFR et Orange) et donc de leur ouvrir la perspective d'usages et de services numériques reposant sur des débits nettement supérieurs (100Mbps) aux possibilités actuelles (20Mbps).

La commune de ERQUINVILLERS est intégrée dans ce projet afin de pouvoir faire bénéficier ses habitants d'un accès internet très haut débit dans les années à venir.

Concrètement, le projet départemental s'appuiera sur le réseau Teloise évoqué ci-dessus, réseau qui sera étendu par capillarité et pourra transiter par la commune de ERQUINVILLERS pour en desservir d'autres.

Il est donc important que d'ores et déjà la commune de ERQUINVILLERS intègre dans son PLU cette extension de réseau fibre optique à venir sur son territoire communal dans les 10 années à venir.

- **Mutualisation des travaux**

La Loi relative à la lutte contre la fracture numérique du 18 décembre 2009 introduit également un nouvel article L49 dans le code des postes et des communications électroniques (CPCE), qui prévoit l'information obligatoire des collectivités territoriales concernées et des opérateurs privés de communications électroniques préalablement à la réalisation, sur le domaine public, de tout chantier de génie civil de taille significative.

L'objectif est ainsi de faciliter les déploiements de réseaux de communications électroniques à très haut débit et d'en réduire les coûts en offrant aux collectivités et aux opérateurs la possibilité de mettre à profit ces travaux pour installer leurs propres infrastructures destinées à recevoir des câbles de communications électroniques. En outre, la mutualisation des travaux effectués sur la voirie évitera des interventions successives et limitera la gêne aux usagers.

Synthèse des recommandations en matière d'aménagement numérique

- Maintenir à jour au niveau de son PLU la cartographie précise des réseaux de communication présents sur le territoire communal, qu'il s'agisse :
 - Du réseau filaire cuivre et fibre optique
 - Du réseau aérien cuivre et fibre optique
 - Des différentes composantes de ces réseaux filaires et/ou aériens
 - NRA
 - Chambres
 - Fourreaux
 - Poteaux
 - Locaux techniques, répartiteurs
 - Antennes
 - Pylônes

Ces informations sont importantes dans le cadre d'une mutualisation possible des équipements existants et également dans le cadre du calcul de la redevance d'occupation de sols par la commune.

- Favoriser autant que possible l'implantation de zones d'activités ou de logements dans des zones couvertes numériquement ou sur le point de l'être
- Intégrer l'opportunité de pré-équiper toute nouvelle zone aménagée lors des travaux de création ou de réfection de voirie importants
- Prévoir la mise en place de fourreaux vides destinés à la fibre optique dans le cadre des aménagements de voirie futurs, en cohérence avec les recommandations techniques du porteur du SDTAN (Conseil général de l'Oise).

- Dans le cadre de l'obligation L49, informer systématiquement le titulaire du SDTAN des travaux prévus sur la commune et rentrant dans le cadre prévu dans cette loi. A l'inverse, le titulaire du SDTAN informera la commune de toute demande de travaux dont il aura eu connaissance sur son territoire et rentrant dans le cadre de cet article L49.

5° Protection de l'environnement – Les Espaces Naturels Sensibles

Le Conseil général a approuvé le 18 décembre 2008 un schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles.

En l'état, la commune d'ERQUINVILLERS n'est actuellement concernée par aucun Espace Naturel Sensible, et par aucune zone de préemption à ce titre.

6° Assainissement

RAS

7° Rivières

Seule une maîtrise des eaux pluviales et des ruissellements est nécessaire.

8° Eau potable

La commune ne dispose pas de captages d'alimentation en eau potable.

9° Déchets

La collecte des déchets de la commune de ERQUINVILLERS est assurée par la Communauté de communes du Plateau picard et leur traitement par le Syndicat Mixte Oise Verte Environnement (SYMOME).

10° Immobilier et logistique

RAS

11° Logement

L'assemblée départementale a adopté, le 20 juin 2013, le Plan Départemental de l'Habitat (PDH). Ce plan n'est pas opposable au PLU ; néanmoins, il constitue un document de cadrage qui permet d'enrichir les réflexions relatives aux logements.

Ainsi, au regard d'éléments de diagnostic des marchés du logement, et à l'issue d'une large consultation des acteurs du logement, les trois axes d'orientations définis par le PDH sont les suivants :

- stimuler la production de logements pour fluidifier le marché et réduire les délais d'accès au logement social ;
- accroître le niveau d'intervention sur le parc de logements existants eu égard aux enjeux énergétiques et au risque de déqualification de la fraction du parc la plus obsolète ;
- maintenir les dispositions de soutien au logement et à l'hébergement des plus démunis, premières victimes de la tension de marché.

Le document est accessible sur la plateforme internet des données ouvertes de l'Oise, Opendata Oise (opendata.oise.fr), thématique « Urbanisme et habitat ».

Par ailleurs, je ne manquerai pas, en cours d'élaboration de ce document d'urbanisme, de vous faire parvenir tous les éléments nouveaux relevant de la compétence du département

Pour le Président du Conseil général,
et par délégation,
le Directeur général adjoint
du développement des territoires
et de l'environnement



Olivier GROS